

AFFAIRE MECILI

La justice française confirme l'inculpation du diplomate algérien

Rebondissement dans l'affaire Mecili. La cour d'appel de Paris a confirmé hier l'inculpation pour «complicité d'assassinat» de Mohammed Ziane Hasseni, responsable du protocole au ministère des Affaires étrangères, soupçonné d'avoir organisé l'assassinat de Ali Mecili, assassiné par balle le 7 avril 1987 dans le hall de son immeuble à Paris.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le fonctionnaire des AE reste sous contrôle judiciaire. Une décision applaudie par l'avocat de la veuve de Mecili et condamnée par celui du diplomate qui fait part de son intention de former un pourvoi en cassation pour tenter d'obtenir l'annulation de l'inculpation et du contrôle judiciaire imposé à son client. Dans une déclaration à l'AFP, M^e Jean-Louis Pelletier a exprimé sa «très profonde déception, d'autant plus qu'il est rarissime que le parquet général se joigne à une demande de la défense et soit balayé comme ça».

En décidant de maintenir le diplomate sous contrôle judiciaire et en maintenant la mise en examen, la chambre d'instruction de la cour d'appel de Paris donne ainsi le feu vert pour que l'instruction du dossier se poursuive. Est-ce pour autant la fin d'une impunité qui aura duré plus de 20 ans ?

Objet d'un mandat d'arrêt international émis en décembre 2007 par la justice française, le diplomate algérien avait été interpellé le 14 août à l'aéroport de Marseille et inculqué dès le lendemain pour «complicité d'assassinat». Dès son arrestation, le

diplomate a tenté de faire croire à une erreur sur sa personne en faisant jouer l'homonymie. Il avait expliqué aux policiers lors de son arrestation qu'il y avait confusion. Une thèse soutenue par son avocat mais également par les officiels algériens.

Une parade qui n'a visiblement pas convaincu d'autant que Hasseni a été formellement reconnu par un ex-colonel des services secrets algériens, Mohamed Samraoui, comme l'homme qui, en sa présence, avait versé à Amellou, le tueur de Ali Mecili, une partie de l'argent de son «contrat» dans un hôtel algérien à l'été 1987.

Très embarrassé par cette affaire, les officiels algériens avaient observé, dans un premier temps, un silence religieux. Interpellé avec insistance sur cette affaire, le ministre de la Communication a fini par donner une explication pas très convaincante.

Il s'était dit convaincu que la justice française confirmera «non pas l'implication du diplomate dans cette affaire, mais le traitement humiliant dont il a été victime après son arrestation» et d'expliquer que le silence des autorités algériennes sur cette arrestation était dû à leur volonté «d'éviter la polémique en laissant à la justice française l'occasion de le réhabiliter sur la base de

preuves irréfutables». Le temps n'a finalement pas donné raison au ministre de la Communication puisque le diplomate n'a pas été réhabilité, pire, l'étau se resserre autour de lui.

A la veille de son audition, la veuve de Mecili avait adressé une lettre au président français dans laquelle elle l'exhorte pour que «la raison des Etats ne se dresse pas contre la raison des citoyens, contre celle des peuples».

La veuve de Mecili indique dans sa lettre que «Interpellé dès le mois de juin 1987, son assassin présumé, trouvé porteur d'un ordre de mission de la sécurité militaire algérienne, a été expulsé en urgence absolue en Algérie et ainsi soustrait à la justice française».

En d'autres temps, sous la présidence du général de Gaulle, l'assassinat d'un opposant politique marocain, Mehdi Ben Barka, à tout le moins, donna lieu à un procès le 17 avril 1967 et à la condamnation par contumace du général marocain Mohamed Oufkir et de continuer : «Pour Mecili, rien de tel, mais un lourd silence de vingt ans et une impunité assurée jusqu'à ce mois de décembre 2007 où le juge d'instruction en charge de l'affaire délivra des mandats d'arrêt internationaux et où la justice parut reprendre son cours».

N. I.

BOUKERZAZA :

«Je n'ai aucun commentaire à faire»

Le ministre de la Communication, Abderrachid Boukerzaza, n'avait, hier, aucune réaction du gouvernement à communiquer à la presse à propos de la confirmation par la cour d'appel de Paris de l'inculpation dans «l'affaire Mecili» du diplomate algérien Mohamed Ziane Hasseni. Visiblement surpris par une question à ce propos, le ministre s'est suffi de répliquer sèchement qu'il «n'avait aucun commentaire à faire». Pour sûr que ses accompagnateurs au CIP parmi ses conseillers ne l'avaient pas alerté de la nouvelle. Il avouera, au demeurant, au sortir de sa conférence de presse, n'avoir pas été mis au courant.

S. A. I.

AU LENDEMAIN DES DÉBATS À L'APN Le RCD répond à Ziari

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) a réagi aux menaces dont a fait l'objet un de ses députés de la part du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Abdelaziz Ziari, en lui envoyant une lettre ouverte l'accusant de commettre «un acte grave et inédit».

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - L'affaire remonte au 11 octobre dernier, lors du débat organisé à l'APN autour du projet de loi de finances, quand un député du RCD avait demandé «un point d'ordre au moment où le ministre chargé des relations avec le Parlement s'adonnait à un réquisitoire d'une rare indécence contre notre parti», lit-on dans le document dans nous détenons une copie. Le parti de Saïd Sadi considère les menaces du président de l'APN comme un acte qui risque d'aggraver «les tensions politiques en cette période particulièrement confuse et incertaine». Le RCD considère que «le caractère prémédité de cette affaire», témoigne du «caractère délétère dans lequel évolue l'institution parlementaire algérienne». Et d'ajouter que «l'histoire enseigne que les menaces de députés dans les enceintes parlementaires sont des signes avant-coureurs de la décomposition des régimes». Les élus de Saïd



Photo: Samir Sid

Sadi, par la voix du président de leur groupe parlementaire, accusent Ziari de comportement tendancieux et de ne pas jouer son rôle d'arbitre en tant que président de l'APN. La séance nocturne, programmée par le président de l'APN, est considérée comme une tentative de «relancer la vieille antienne des régimes populistes qui camouflent leur incurie

par l'appel à la mobilisation contre l'ennemi intérieur». L'«antikabyisme» aurait servi, ajoute la lettre du RCD, «de toile de fond pour cette diatribe». Le Rassemblement pour la culture et la démocratie rappelle que «ces perfidies, à la vérité un peu misérable, ne trompent plus personne en Algérie».

L. M.

APRÈS LES INONDATIONS DANS PLUSIEURS WILAYAS Réflexion autour d'un plan de prévention

Les fortes pluies qui se sont abattues dernièrement sur le pays et les inondations qu'elles ont occasionnées dans pas moins de 9 wilayas demeurent toujours au centre des préoccupations gouvernementales.

Deux groupes de travail interministériels, associant des experts, ont été installés hier, lors du Conseil du gouvernement, pour réexaminer l'un la législation relative aux risques majeurs et l'autre définir des plans de prévention.

Ces deux groupes de travail devaient entamer de suite leur mission, selon le ministre de la Communication qui est revenu hier sur le sinistre causé par les intempéries à Ghardaïa et dans huit autres wilayas.

Plus éprouvée, la wilaya de Ghardaïa déplore 43 décès, 86 blessés et 4 disparus, dont un ressortissant malien.

Dans les huit autres wilayas touchées par le déluge, il a été dénombré au total 22 morts, soit 5 à Aïn Defla, 4 à Tébessa, 4 à Ouargla, 3 à Djelfa, 3 à Tiaret, 1 à Naâma, 1 à Adrar et 1 à Médéa. La wilaya de Béchar n'a pas enregistré de pertes en vies humaines, en dépit des fortes précipitations qu'elle a connues.

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, qui a fait le point de la situation à Ghardaïa devant le Conseil du gouvernement, a indiqué que les cours ont effectivement repris et que tous les sinistrés ont été relogés.

Concernant les dégâts causés à l'immobilier, le ministre a fait état, après une expertise effectuée à hauteur de 85%, de 2 000 maisons totalement démolies, 2 600 autres sérieusement endommagées et 1 100 ayant subi des dommages légers et donc éligibles à la réfection.

Par ailleurs, dans le cadre de la prise en charge des sinistrés de Ghardaïa, le gouvernement a créé une allocation d'aide au loyer de l'ordre de 1200 dinars par mois.

Cette allocation est étendue, a fait savoir Boukerzaza, aux sinistrés des autres wilayas.

Le gouvernement a décidé également de rallonger le programme de reconstruction déjà arrêté de 3 000 logements ruraux. Ceci donc outre les 2 000 logements sociaux déjà programmés.

S. A. I.

Élargissement des missions de l'agent immobilier

Le Conseil du gouvernement a adopté un décret exécutif portant les conditions d'exercice de l'activité de l'agent immobilier.

Outre un renforcement de la réglementation devant permettre l'émergence d'un marché transparent, l'agent immobilier pourra à l'avenir s'investir dans l'entretien des parties communes des immeubles, la gestion des immeubles, leur surveillance et leur gardiennage.

S. A. I.